

SAINT-PRIEST MIGRANTS

EST LYONNAIS

Caserne Chabal : 30 familles vont devoir quitter les lieux



■ **Comme 119 autres personnes, ces ressortissants albanais vont devoir trouver une autre solution d'hébergement.** Photo Nicolas FORQUET

Soixante familles sont hébergées depuis le début de l'année à la caserne Chabal dans le cadre du plan Grand froid. Pour la moitié d'entre elles, la prise en charge prend fin. Elles devront quitter le site d'ici à la semaine prochaine.

Le portail de la caserne s'ouvre et se referme à chaque allée et venue. En ce mardi matin, nombreux sont les migrants à se rendre au marché de la place Roger-Salengro pour aller faire quelques courses. Peut-être pour la dernière fois. Car une partie des 231 personnes hébergées à la caserne Chabal depuis le mois de janvier, va devoir quitter les lieux d'ici à la semaine prochaine. Elles avaient pris leurs quartiers dans ces locaux désertés par l'armée après que la Préfecture a activé le plan Grand froid. Sauf qu'avec la fin de la trêve hivernale, le 31 mars dernier, la Préfecture a signalé la fin de la prise en charge pour 119 personnes, considérées comme les moins vulnérables. Elles devaient initialement quitter les lieux ce mardi mais se sont vues accorder un délai d'une semaine supplémentaire pour trouver une solution de repli. Pour les familles concernées, c'est la douche froide. Çlirim, un Albanais, père de trois enfants, fait partie de ceux-là. Arrivé en France en février 2017, il a vécu dans des centres d'hébergement d'urgence avant d'atterrir à la caserne Chabal il y a

trois mois. Il ne sait pas encore où il dormira la semaine prochaine. « Je vais me retrouver à la rue », désespère-t-il, avant de s'éloigner sur le trottoir. Une de ses compatriotes n'est pas mieux lotie. Mère de deux enfants, scolarisés à l'école Joseph-Brenier, cette quadragénaire a vu sa demande d'asile rejetée.

Chez les Albanais, l'amertume est grande puisque tous vont devoir quitter la caserne. Ce qui n'est pas le cas des Roumains, citoyens de l'Union européenne, et donc avec un statut différent. « On va dormir où ? On va aller où ? Pour les Albanais, ce n'est pas juste », proteste une adolescente avec un pantalon de camouflage militaire.

231

C'est le nombre de personnes hébergées à la caserne Chabal depuis le mois de janvier 2018. Il s'agit principalement de demandeurs d'asile, mais aussi de Français et de citoyens de l'Union européenne.

Dans son malheur, Véronica a un peu plus de chance, parce qu'elle est malade. Cette jeune maman originaire d'Angola va pouvoir rester à Chabal jusqu'à fin juin. Même sursis pour cette jeune africaine, mère d'un bébé de huit mois. Pour Raphaël Vulliez, membre du collectif Jamais sans toit, ardent soutien des familles migrantes,

« cette expulsion se fait au mépris de la loi, qui prévoit l'inconditionnalité de l'hébergement d'urgence pour toute personne en situation de détresse. » Les militants du collectif dénoncent un « tri » organisé par la Préfecture sur la base de critères dont ils discutent la pertinence.

Selon certains témoignages, certains demandeurs d'asile auraient déjà quitté la caserne en ce début de semaine.

Nicolas Forquet

RÉACTIONS

« Nous ne sommes pas fermés au dialogue »

Préfecture

« Nous avons réuni les associations le 3 avril pour leur expliquer comment nous allions procéder. Nous ne sommes pas contre le dialogue. Il ne s'agit pas d'une expulsion mais d'une fin de prise en charge, qui va s'échelonner jusqu'au mois de juin. Nous avons examiné toutes les familles au cas par cas et effectué un diagnostic. Les 112 personnes autorisées à rester sont soit en extrême vulnérabilité, soit en règle avec la loi. Les autres se sont vues accorder un délai de dix jours supplémentaires pour quitter les lieux. L'Etat va préenvisager de nouvelles places d'hébergement dans le département, en plus des 5 600 déjà existantes. »

Agence de Bron
1 rue Claude Bador,
69500 Bron
04.72.22.23.24
lprbron@leprogres.fr

Publicité
www.bjp-publicite.com

Web
www.leprogres.fr/rhone/bron

Facebook
https://www.facebook.com/
leprogres.estlyonnais

ALERTE INFO Voulez-vous une info ?
0 800 07 68 43
Service & appel gratuits
LPRFILROUGE@leprogres.fr

www.leprogres.fr

69L - 1